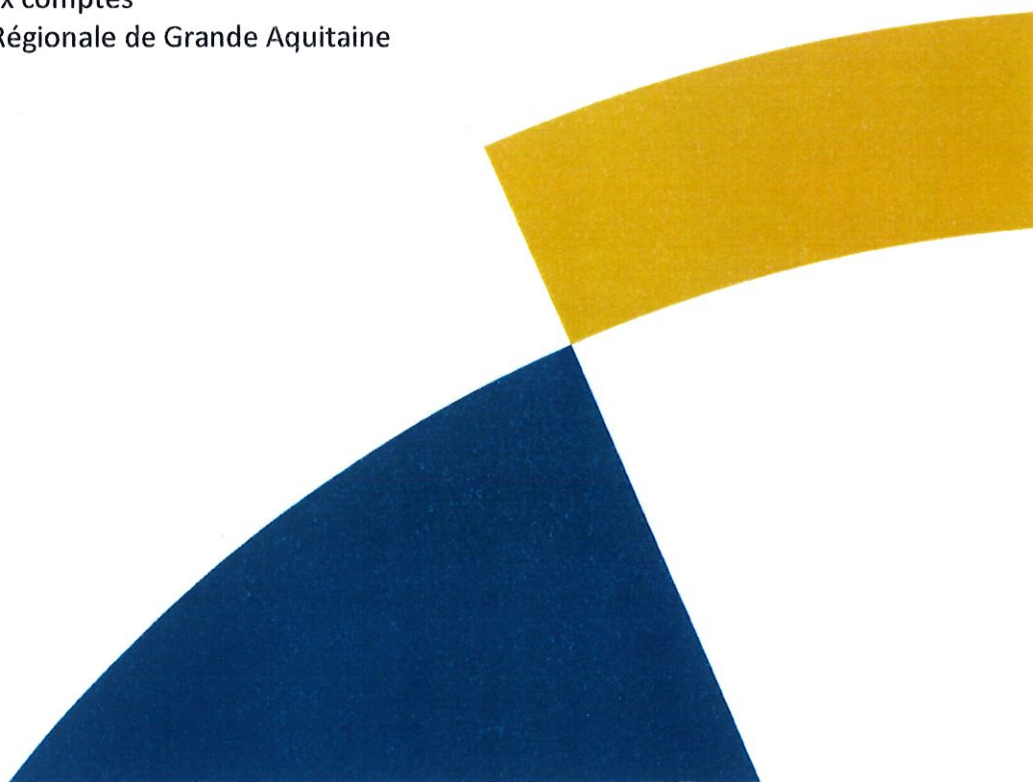


COMITE REGIONAL DU TOURISME DE NOUVELLE AQUITAINE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

COMITE REGIONAL DU TOURISME DE NOUVELLE AQUITAINE

4 Place Jean Jaurès
33000 BORDEAUX

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association COMITE REGIONAL DU TOURISME DE NOUVELLE AQUITAINE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Limoges, le 27 juin 2025

Le Commissaire aux comptes
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes

Gilles NOYER - Associé



COMPTE DE RESULTAT

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	49 135	46 280	2 855	6.17
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens	16 724	17 651	- 927	-5.25
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	2 213 602	1 797 935	415 667	23.12
. dont parrainages	59 425	31 838	27 587	86.65
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	5 705 902	7 114 969	-1 409 067	-19.80
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation comptable				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	16 365	19 334	- 2 969	-15.36
Utilisations des fonds dédiés	186 632	461 957	- 275 325	-59.60
Autres produits	1 322	221	1 101	498.19
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	8 189 682	9 458 347	-1 268 665	-13.41
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	26 388	12 770	13 618	106.64
Variations stocks	-57 016	17 177	- 74 193	-431.93
Autres achats et charges externes	4 575 248	5 559 523	- 984 275	-17.70
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	210 851	228 359	- 17 508	-7.67
Salaires et traitements	2 071 644	2 039 409	32 235	1.58
Charges sociales	952 743	985 382	- 32 639	-3.31
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	21 115	20 604	511	2.48
Dotations aux provisions	11 840	12 338	- 498	-4.04
Reports en fonds dédiés	206 179	186 619	19 560	10.48
Autres charges	14 559	494	14 065	N/S
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	8 033 551	9 062 675	-1 029 124	-11.36
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	156 131	395 672	- 239 541	-60.54
PRODUITS FINANCIERS				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés		0		
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change		732	- 732	-100
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement	45 044	17 637	27 407	155.39
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	45 044	18 369	26 675	145.22
CHARGES FINANCIERES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change		1 143	- 1 143	-100
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (IV)		1 143	- 1 143	-100



	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	45 044	17 226	27 818	161.49
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I – II + III – IV)	201 176	412 898	- 211 722	-51.28
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	51 285	26 235	25 050	95.48
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	51 285	26 235	25 050	95.48
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	50 900	21 160	29 740	140.55
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	50 900	21 160	29 740	140.55
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	386	5 075	- 4 689	-92.39
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	10 811	4 233	6 578	155.40
Total des produits (I + III + IV)	8 286 012	9 502 951	-1 216 939	-12.81
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	8 095 261	9 089 211	- 993 950	-10.94
EXCEDENT OU DEFICIT	190 751	413 740	- 222 989	-53.90
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature	63 160	63 160		0.00
. Bénévolats				
TOTAL	63 160	63 160		0.00
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services	63 160	63 160		0.00
. Prestations				
. Personnel bénévole				
TOTAL	63 160	63 160		0.00



BILAN

Présenté en Euros

ACTIF

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	7 462	7 462	-0	-0	
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions	14 151	13 569	581	1 676	- 1 095
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	271 584	255 559	16 025	26 273	- 10 248
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres					
TOTAL (I)	293 198	276 591	16 606	27 949	- 11 343
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours	162 652		162 652	105 636	57 016
Avances et acomptes versés sur commandes				988	- 988
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	325 501		325 501	222 375	103 126
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	1 528 304		1 528 304	2 481 094	- 952 790
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	2 823 609		2 823 609	1 647 882	1 175 727
Charges constatées d'avance	338 567		338 567	130 363	208 204
TOTAL (II)	5 178 632		5 178 632	4 588 338	590 294
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	5 471 830	276 591	5 195 239	4 616 286	578 953



BILAN(SUITE)

Présenté en Euros

PASSIF

FONDS PROPRES

Fonds propres sans droit de reprise

- . Fonds propres statutaires
- . Fonds propres complémentaires

Fonds propres avec droit de reprise

- . Fonds statutaires
- . Fonds propres complémentaires

Ecart de réévaluation

Réserves

- . Réserves statutaires ou contractuelles
- . Réserves pour projet de l'entité
- . Autres

Report à nouveau

Excédent ou déficit de l'exercice

Situation nette (sous total)

Fonds propres consommables

Subventions d'investissement

Provisions réglementées

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
TOTAL (I)	1 684 239	1 493 489	190 750

FONDS REPORTES ET DEDIES

Fonds reportés liés aux legs ou donations

Fonds dédiés	206 179	186 632	19 547
--------------	---------	---------	--------

TOTAL (II)	206 179	186 632	19 547
-------------------	----------------	----------------	---------------

PROVISIONS

Provisions pour risques	72 517	60 677	11 840
-------------------------	--------	--------	--------

Provisions pour charges	762 359	766 969	- 4 610
-------------------------	---------	---------	---------

TOTAL (III)	834 876	827 646	7 230
--------------------	----------------	----------------	--------------

DETTES

Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Emprunts et dettes financières diverses

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 341 681	1 228 633	113 048
--	-----------	-----------	---------

Dettes des legs ou donations

Dettes fiscales et sociales	833 760	817 445	16 315
-----------------------------	---------	---------	--------

Dettes sur immobilisations et comptes rattachés

Autres dettes	5 100	14 100	- 9 000
---------------	-------	--------	---------

Instruments de trésorerie

Produits constatés d'avance	289 404	48 343	241 061
-----------------------------	---------	--------	---------

TOTAL (IV)	2 469 945	2 108 521	361 424
-------------------	------------------	------------------	----------------

Ecart de conversion passif (V)

TOTAL PASSIF	5 195 239	4 616 286	578 953
---------------------	------------------	------------------	----------------

ENGAGEMENTS REÇUS

Legs nets à réaliser

- . acceptés par les organes statutairement compétents
- . autorisés par l'organisme de tutelle

Dont en nature restant à vendre



ANNEXE

PREAMBULE

L'association Comité Régional de Tourisme Nouvelle Aquitaine a pour vocation la promotion de la région Nouvelle Aquitaine à travers le monde.

Le Comité Régional du Tourisme a pour missions :

- La réalisation des actions de promotion touristique de la Région en France et à l'étranger ;
- La coordination, notamment avec les comités départementaux du tourisme, des actions de promotion sur les marchés étrangers ;
- La réalisation d'actions, à la demande du Conseil Régional, relevant de la mise en œuvre de la politique touristique régionale notamment dans les domaines des études, de la planification, des assistances techniques à la commercialisation ainsi que de la formation professionnelle, ainsi que le suivi des actions engagées ;
- L'élaboration ou une contribution à l'élaboration du schéma régional de développement touristique et des loisirs, à la demande du Conseil Régional ;
- Le développement d'expertises et de prestations de conseil sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine, en France et à l'étranger ;
- L'organisation de l'observation économique du tourisme.

Afin de réaliser son objet, le Comité Régional du tourisme peut s'associer à d'autres Comités Régionaux du Tourisme pour entreprendre des actions touristiques d'intérêt interrégional, national ou international.

Ses ressources proviennent pour l'essentiel de subventions publiques, principalement issues de la région Nouvelle Aquitaine.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 5 195 238,64 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 190 750,52 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 23/06/2025 par les dirigeants.



EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

CHANGEMENT DE METHODE

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.



PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation. La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Stocks :

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide. Les frais d'approche sont retenus dans la valorisation des stocks. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

Option retenue :

L'association comptabilise ses engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite en provision pour risques et charges.

Méthode de calcul retenue :

Pour l'évaluation de ses engagements retraite, l'association applique la recommandation 2003-R.01 du 1^{er} avril 2003 : Le champ d'application de cette recommandation et les traitements adoptés sont ceux de la norme IAS 19 «Méthode Rétrospective des unités de crédit projetées »(P.B.O).

P.B.O (Projected Benefit Obligation) : Représente la valeur actuelle probable des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalué en tenant compte des augmentations de salaire jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de Turn-over et de survie.

Cette méthode retient comme base le salaire de fin de carrière.

Les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée.

Le taux d'actualisation retenu au 31/12/2024 est de 3.35 % ,

Les engagements sont évalués pour un âge de départ à la retraite compris entre 60 et 67 ans incluent les charges sociales.

Au 31/12/2024, le montant de la provision pour engagement retraite est de 762 359 €.

➤ Autres Informations

Aucune autre information n'est à signaler sur l'exercice 31.12.2024.



➤ **Produits d'exploitation et fiscalité**

Les produits d'exploitation incluent des partenariats et des prestations partiellement fiscalisés.

Les opérations fiscalisées concernent en partie l'activité TERRA AVENTURA dont les produits d'exploitation sont de 962 867euros au 31/12/2024.

La situation fiscale à la clôture est la suivante:

Déficit reportable au 31/12/2023: 461 K€

Excédent fiscalisé 2024 : 39 K€

Déficit reportable au 31/12/2024: 422 K€

➤ **Contributions volontaires en nature**

Le montant de contributions volontaires en natures est de 63 K€ et correspond à l'évaluation de la mise à disposition gracieuse des locaux de Limoges.



NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	7 462			7 462
Immobilisations corporelles	275 963	9 773		285 735
Immobilisations financières				
TOTAL	283 425	9 773		293 198

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement	7 461			7 461
TOTAL I				
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL II			
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	13 319	2 481		15 800
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	156 364	18 634		174 997
Mobilier	78 331			78 331
TOTAL III				
TOTAL GENERAL (I+II+III)	255 476	21 115		276 591

Etats des stocks

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Marchandises	105 636	57 016		162 652
TOTAL	105 636	57 016		162 652



Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	325 501	325 501	
Autres créances	1 528 304	1 528 304	
Charges constatées d'avance	338 567	338 567	
TOTAL	2 192 372	2 192 372	

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	76 819
Subventions/financements	1 500 130
Autres produits à recevoir	6 970
TOTAL	1 583 919



Annexe (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	1 079 749	413 740	413 740		1 493 489
Dont générosité du public					
Report à nouveau					
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	413 740	- 413 740	190 751		190 751
Dont générosité du public					
Situation nette	1 493 489	0	604 491		1 684 239
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	1 493 489	0	604 491		1 684 239
TOTAL dont générosité du public					



Détail des fonds dédiés

CRTNA

Tableau des Fonds Dédiés au 31/12/2024 sur Subvention de la Région Nouvelle Aquitaine / Selon le plan d'actions voté

Tableau de suivi des Fonds Dédiés - Subvention REGION					
Ressources	Montant Initial	Fonds à engager en début d'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagements à réaliser sur ressources non affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
		A	B	C	D = A - B + C
2022					
STRAT MARKETING - IN EXTENSO		12	12		0
2023					
BET François Marchand Flux 22/23		11 820	11 820		0
Limoges Métropole Communauté Urbaine - CDD		14 288	14 288		0
Atout France Paris- adhesion FTO		18 000	18 000		0
Enquête de fréquentation AFNOR		2 924	2 924		0
Cholvy JosePierre - Accompagnement		4 200	4 200		0
Big Boss Cheques vacances		7 507	7 507		0
The Ramp - camp adt64		7 800	7 800		0
CMI Media - camp adt64		7 200	7 200		0
ADN Tourisme - audit tourinsoft		6 669	6 669		0
Leon travel et tourisme- nouveau recit		36 000	36 000		0
Uberguest Outil seo		203	203		0
Alter et sens - diagnostic RPS		25 200	25 200		0
Digitall conseil - maturite digital		28 800	28 800		0
Raccourci acces back office		240	240		0
AirDna Flux Aériens		9 000	9 000		0
Koesio corporate it - materiel info. Quadria		6 768	6 768		0
2024					
24423007 / Label Engage RSE				3 345	3 345
24111008 / CDD Limoges				19 794	19 794
24310107 / Stratégie Digitale				5 292	5 292
24310107 / Stratégie Digitale				720	720
24210105 / Résidences secondaires				3 500	3 500
24111101 / Radio ATD 64				525	525
24114004 / Suite Campus US 11/2024				1 000	1 000
24111102 / Suite Camp Munich 10/2024				1 500	1 500
24111101 / Campagne Neige				6 000	6 000
24310107 / Stratégie Digitale				22 692	22 692
24426002 / Stratégie durable				4 000	4 000
24410102 / Stratégie durable CC				4 000	4 000
24410103 / Form. Boesnach				495	495
24410103 / Form. Bernardet				1 390	1 390
24410102 / Form. Thiou				2 460	2 460
24410102 / Form. Tacaille				1 290	1 290
24122110 / Séjours Bacchus				450	450
Total		186 631	186 631	78 453	78 453

Compte 789000 Compte 689000 Compte 194 300

CRTNA

Tableau des Fonds Dédiés au 31/12/2024 sur subvention ADEME

Tableau de suivi des Fonds Dédiés - Subventions ADEME					
Ressources	Montant Initial	Fonds à engager en début d'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagements à réaliser sur ressources non	Fonds restant à engager en fin d'exercice
		A	B	C	D = A - B + C
2024					
Subvention ADEME - Economie Touristique				127 726	127 726
					0
					0
					0
Total		0	0	127 726	127 726

Compte 789000 Compte 689000 Compte 194 400



Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	1 341 681	1 341 681		
Dettes fiscales et sociales	833 760	833 760		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	5 100	5 100		
Produits constatés d'avance	289 404	289 404		
TOTAL	2 469 945	2 469 945		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	233 616
Dettes fiscales et sociales	538 897
Autres dettes	3 225
TOTAL	775 738

Provision pour risques

Une provision pour risques sur litige prud'homal a été constatée au 31.12.2021 à hauteur de la demande de la partie adverse 60 677€. Un premier jugement a été rendu en octobre 2022 par lequel l'association a été condamnée à verser un montant inférieur à la provision. Néanmoins, l'association ayant décidé de faire appel de ce jugement, la provision initiale a été maintenue au 31/12/2024 en attente de l'arrêt de la Cour d'Appel.

Depuis le 1er janvier 2022, la gestion de la taxe d'apprentissage a été transférée de l'administration fiscale à l'Urssaf, conformément à l'article L.6241-1 du Code du travail. Ce transfert, bien que présenté comme un basculement à droit constant, a modifié certaines conditions d'exonération et a renforcé la vigilance requise en cas d'activité lucrative exercée par l'association.

Pour les associations, l'exonération de la T.A. demeure en raison à leur statut à but non lucratif, sous réserve du respect des conditions prévues par les textes législatifs et réglementaires.

Cette exonération est conditionnée au caractère non lucratif du fonds, tel que défini à l'article 206, 1 bis du CGI. Les associations exerçant des activités lucratives accessoires doivent veiller à ce que ces dernières ne dépassent pas la limite prévue audit article (78 596 € au titre de 2024), sous peine de perdre l'exonération sur l'ensemble des rémunérations des salariés, contrairement aux dispositions antérieures issues de la doctrine administrative (BOI-TPS-TA-20 n°40).

En l'espèce, l'association étant partiellement fiscalisée (sectorisation) une provision pour risque a été comptabilisée à hauteur de 11 840 € afin de couvrir ce risque.



AUTRES INFORMATIONS

Rémunération des dirigeants

L'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 sur le volontariat associatif oblige les associations à communiquer la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature. Les dirigeants, au sens juridique du terme, c'est-à-dire les administrateurs, sont bénévoles et perçoivent des remboursements de frais justifiés. La Présidente, en accord avec l'article 8.6 des statuts, bénéficie d'un véhicule de fonction dont l'utilisation est considérée et traitée comme un avantage en nature.

La divulgation de la rémunération des plus hauts cadres »dirigeants « salariés, reviendrait à donner une rémunération individuelle et , à ce titre, cette information ne sera pas présente en annexe.

Précision sur les notions de subventions et de fonds dédiés :

Les subventions de fonctionnement sont comptabilisées en produits sur l'année de référence.

Les subventions accordées et non perçues au 31/12/2024 sont comptabilisées en produits à recevoir.

Les subventions de fonctionnement attribuées par une convention à une action spécifique sont inscrites au passif de l'association, en fonds dédiés, pour la partie restante à engager au 31/12/2024. Par soucis de transparence, les actions inscrites au budget primitif de l'association sur la base duquel le Comité Régional de Tourisme de Nouvelle Aquitaine a voté sa subvention globale de fonctionnement, actions non réalisées au 31/12/2024 entraînent un retraitement en fonds dédiés.

Sur l'exercice suivant, lors de la réalisation effective de ces actions, les fonds dédiés sont extournés. Suivent la même règle, les actions ayant fait l'objet d'une nouvelle affectation par le conseil d'Administration de l'association au profit d'autres projets à réaliser, projets entrant dans le champ de l'objet social.

Pour le programme d'actions 2024 et dans le cadre de la convention d'attribution de la subvention par la Région, il est précisé :

- Qu'un accord de la région doit être obtenu pour le report en fonds dédiés des dépenses prévues en 2024 et non terminées à la clôture de l'exercice. Le montant reporté ne peut excéder 10 % de la subvention octroyée. L'accord de la Région pour le report des fonds dédiés 2024 a été obtenu, sous réserve du contrôle de légalité.
- Que les dépenses reportées en 2025 doivent être acquittées au plus tard le 31 décembre 2025. Si ce n'était pas le cas, la subvention serait recalculée au prorata des dépenses réellement acquittées et justifiées.
- Que si le montant final des dépenses s'avérait inférieur à l'estimation initiale, la subvention serait recalculée au prorata des dépenses éligibles réellement engagées et justifiées

Pour le programme d'actions 2024 à 2027 et dans le cadre de la convention d'attribution de la subvention par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie, il est précisé que l'aide totale sera réajustée si le montant des dépenses éligibles réelles est inférieur au montant des dépenses éligibles prévisionnelles à justifier.



Compte tenu de ces éléments, des fonds dédiés sont comptabilisés pour un montant de 206 179 € dans les comptes 2024 et aucune provision pour risque de non-recouvrement de la subvention à recevoir n'a été enregistrée.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 12 720 E.

Effectif moyen sur l'année 2024, affecté à l'activité « Secteur non lucratif » et l'activité « Secteur lucratif »

	Personnel salarié
Affectés au CRT – Secteur non lucratif	37.05
Affectés à l'activité – Secteur lucratif	4.60
TOTAL ETP moyen	41.65

Méthode de comptabilisation des cotisations :

Les cotisations sont comptabilisées en produits lors de l'appel de cotisation.

Au 31.12.2024, elles s'élèvent à 47 595 Euros.

